

La dette publique française dépasse 3000 milliards d'euros au premier trimestre, à 112,5% du PIB

Par [Anne de Guigné](#)

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 45 minutes

[Copier le lien](#)



L'endettement public du pays s'est massivement accru depuis la crise sanitaire. *HassanBensliman / hassan bensliman - stock.adobe.c*

L'endettement public du pays, qui s'est massivement accru depuis la crise sanitaire, s'est encore alourdi de 63,4 milliards d'euros pour atteindre 3013,4 milliards en valeur absolue fin mars, selon l'Insee.

La dette publique de la France a dépassé pour la première fois le seuil symbolique des 3000 milliards d'euros au premier trimestre, remontant à 112,5% du produit intérieur brut (PIB), contre 111,8% à la fin décembre 2022, a indiqué ce vendredi matin l'Insee.

L'endettement public du pays, qui s'est massivement accru depuis la crise sanitaire, s'est encore alourdi de 63,4 milliards d'euros pour atteindre 3013,4 milliards en valeur absolue fin mars, a détaillé l'Institut national de la statistique.

Ces chiffres aussi impressionnants soient-ils, ne signifient pas grand chose d'un point de vue financier. Les comptes publics d'un État sont, en effet, toujours considérés par les investisseurs relativement à ceux de leurs pairs. Et malheureusement, la comparaison n'est pas flatteuse pour Paris. Il y a dix ans, à la sortie de la crise des dettes souveraines, avec une dette sur PIB de 90,6 %, la France faisait figure de parfait élève de milieu de classe, affichant une note collée à la moyenne de la zone euro (90,7 %). L'histoire est toute autre fin 2022 : la dette sur PIB hexagonale s'élève à 111,6 %, dix points de plus que la moyenne des États de la zone euro (91,6 %).

Comment expliquer un tel glissement en une décennie ? Tout simplement car la France n'a consenti à aucun effort substantiel durant la période pour tenter de rationaliser ses dépenses publiques alors que ses voisins prenaient la question bien davantage au sérieux. «*Si la France est le pays qui consent le moins d'efforts sur sa dette, cela va finir par se voir!*» s'alarmait, il y a un an dans nos colonnes, le prouident de la Cour des comptes, Pierre Moscovici. La remise au printemps par tous les États de leurs trajectoires publiques pour les prochaines années, a été l'occasion de cette prise de conscience. Paris affichant, malgré la réforme des retraites et les économies promises, des objectifs nettement moins ambitieux. En 2026, selon ses projections, la France serait ainsi le seul grand état européen à ne pas afficher un déficit sur PIB inférieur à 3 %.

La rédaction vous conseille

- [Dette, déficits: la Cour des comptes s'inquiète du décrochage français](#)
- [Casino chute en Bourse après des annonces sur sa dette](#)
- [La dette britannique franchit à son tour le seuil de 100% du PIB](#)

Sujets



À lire aussi

«C'est devenu une mode, surtout chez les jeunes» : comment Bercy veut stopper l'explosion des arrêts maladie 🇫🇷

La Chine déplore les appels occidentaux à réduire les liens économiques

Six mois de vacances aux frais de la Sécu... Quand les détectives privés traquent les malades imaginaires 🇫🇷

